

1 mars 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Lettre de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, adressée aux Français de l'étranger et publiée dans la revue "Français du monde" de mars-avril 1988.

Mes chers compatriotes,

- Au cours de mes voyages à l'étranger, je vous ai rencontrés, écoutés, trop brièvement à mon goût et j'aurais souvent voulu m'attarder parmi vous pour manifester l'attachement de la France à ceux des siens qui la servent hors de ses frontières, pour décrire plus longuement le rôle qui est le vôtre, pour m'entretenir de vos problèmes spécifiques ou de votre vie individuelle, familiale, avec vous dont l'expérience est enrichie par le contact permanent avec d'autres peuples, d'autres cultures.

- De ces contacts directs que j'ai pu avoir avec vous ou avec vos représentants, j'ai beaucoup appris, et d'abord que vous n'êtes pas suffisamment nombreux. Il apparaît clairement aujourd'hui, et ce sera encore plus vrai demain, qu'un grand pays comme le nôtre doit être présent partout. Pour encourager un plus grand nombre de Français à choisir cette aventure moderne qu'est l'expatriation, il faut valoriser les séjours à l'étranger, faire en sorte qu'aucun d'entre vous ne soit pénalisé pour avoir, à un moment de sa vie, fait ce choix.

- L'Etat doit donner l'exemple. Vous savez les efforts accomplis par les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius dans la mise en oeuvre de la solidarité nationale : grâce à l'augmentation sans précédent des crédits de bourses scolaires entre 1982 et 1986 (+ 300 %), l'enseignement français à l'étranger est gratuit pour un grand nombre de familles, ce qui était loin d'être le cas en 1981. Il en a été de même pour l'aide sociale aux plus défavorisés (+ 250 %) pendant cette période. Il faudra donc reprendre l'élan interrompu en 1986, afin de bien marquer la nécessaire égalité de traitement, dans tous les domaines possibles, entre Français de France et Français vivant à l'étranger. Quant à Radio-France Internationale, là encore, il faudra reprendre le plan de développement qui a permis, de 1982 à 1986, d'accroître considérablement son audience.

- Vous savez aussi qu'il vous a fallu attendre 1982 pour élire vos représentants au Conseil supérieur des Français de l'étranger au suffrage universel. La majorité issue des élections de mars 1986 a cru devoir changer le mode d'élection du CSFE, qui avait pourtant permis une représentation exacte des courants politiques qui traversent légitimement nos communautés françaises à l'étranger. Il faudra donc revenir, dès que possible, à un système de représentation démocratique, permettant l'expression de votre diversité : personne ne doit être exclu artificiellement des instances dans lesquelles vos problèmes sont débattus. Tous ces progrès ont été accomplis, faut-il le souligner, grâce à un développement sans précédent de la concertation, localement ou à Paris.

Mais, au-delà de ces problèmes spécifiques qui jalonnent notre vie quotidienne, votre situation est aussi largement tributaire de la politique internationale de la France. J'avais, dès 1981, posé quelques principes essentiels : la construction de l'Europe, l'accroissement de l'aide aux pays en voie de développement, la recherche de la paix et d'un désarmement équilibré, l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la défense des droits de l'homme partout où ils sont

menacés.

- L'un des grands enjeux des années à venir est de construire l'Europe. Aujourd'hui, la Communauté existe, mais trop d'obstacles subsistent. Il nous faut penser à l'échéance du 31 janvier 1992. Cette Europe sans frontières ne devra pas être seulement une zone de libre-échange. Un espace économique unifié est à créer, ce qui implique de développer les politiques communes qui existent déjà - commerce, monnaie - et d'en faire naître de nouvelles - recherche, culture, environnement, espace social. Les institutions devront s'affermir, l'écu devenir une véritable monnaie. L'union politique devrait s'amorcer par la coordination des politiques étrangères. La réalisation de l'Europe, c'est aussi un grand bond en avant, économique et technologique. Un rapport de la Commission européenne estime que la réalisation du grand Marché intérieur augmentera de 1400 milliards de francs la richesse de la Communauté européenne et provoquera la création de deux à cinq millions d'emplois. L'Europe devra aussi jouer un rôle important dans le nécessaire rééquilibrage des échanges mondiaux. Il nous faudra, très vite, engager des négociations pour annuler la dette des pays les plus pauvres, faute de quoi la situation désespérée de millions d'hommes et de femmes mettra inmanquablement en péril la paix du monde. L'Europe sera ce que l'on voudra en faire. Aucune occasion d'aller plus loin ne doit être négligée. Il n'est pas indifférent pour les Français de savoir si leur président y pense ou non. Eh bien, j'y pense et je le veux. Voilà, mes chers compatriotes, ce que je voulais vous dire.\

La place de la France ne sera réaffirmée avec force, au service des idéaux de paix, de développement, de justice que si nous, Français, sommes capables de parler d'une voix forte et unie. C'est ma conviction, après ces sept années durant lesquelles j'ai parlé, agi, en son nom, en votre nom. Dans le monde difficile d'aujourd'hui - et peut-être plus encore dans celui de demain - la France doit symboliser l'ouverture, le rejet de tout racisme, l'horreur de toute exclusion, de toute intolérance. Faute de quoi notre message universel risque de n'être plus entendu. Au moment de conclure cette lettre, je pense à la tragédie de nos compatriotes pris en otages. Dans notre lutte contre le terrorisme, le silence et la fermeté sont nos meilleures armes pour préserver les chances de ceux qui sont lâchement retenus.

- Mes chers compatriotes, il ne peut y avoir qu'une politique, qu'un seul projet, dans lequel chaque Français, où qu'il vive, trouve sa place. Vous me connaissez, vous connaissez mon action passée et présente, mes orientations pour la France. Je voulais soumettre cela à votre réflexion, au moment du choix qui engage l'avenir de notre pays. Croyez, mes chers compatriotes, à mes fidèles sentiments.\